

A Global Call to Action for Science-based Drug Policy The Vienna Declaration

On June 28, 2010, the International AIDS Society (IAS), the International Centre for Science in Drug Policy (ICSDP) and the BC Centre for Excellence in HIV/AIDS (BC-CfE) launched a global drive for signatories to the Vienna Declaration, a statement seeking to improve community health and safety by calling for the incorporation of scientific evidence into illicit drug policies. Among those supporting the declaration and urging others to sign is 2008 Nobel Laureate Prof. Françoise Barré-Sinoussi, co-discoverer of HIV.

Outside of sub-Saharan Africa, injecting drug use accounts for approximately one in three new cases of HIV. In some areas of rapid HIV spread, such as Eastern Europe and Central Asia, injecting drug use is the primary cause of new HIV infections. Legal barriers to scientifically proven prevention services such as needle programmes and opioid substitution therapy mean hundreds of thousands of people become infected with HIV and Hepatitis C (HCV) every year. The criminalization of people who inject drugs has also resulted in record incarceration rates placing a massive burden on the taxpayer.

The Vienna Declaration calls on governments and international organizations to take a number of steps, including:

- undertake a transparent review the effectiveness of current drug policies;
- implement and evaluate a science-based public health approach to address the harms stemming from illicit drug use;
- scale up evidence-based drug dependence treatment options;
- abolish ineffective compulsory drug treatment centres that violate the Universal Declaration of Human Rights; and
- unequivocally endorse and scale up funding for the drug treatment and harm reduction measures endorsed by the World Health Organization (WHO) and the United Nations.

The declaration also calls for the meaningful involvement of people who use drugs in developing, monitoring and implementing services and policies that affect their lives.

The Canadian Public Health Association (CPHA) supports the Vienna Declaration because it calls for anti-drug policies to be based on scientifically sound evidence. With the known link between drug addiction and bloodborne pathogens, there is an urgency for politicians to enact policies consistent with a public health approach using the harm reduction guidelines provided by WHO.

For further details and for the full text of the Vienna Declaration, please go to www.viennadeclaration.com

Un appel mondial à l'action pour des politiques antidrogues scientifiquement fondées

La Déclaration de Vienne

Le 28 juin 2010, la Société internationale sur le sida, le Centre international pour la science dans les politiques sur les drogues (ICSDP) et le Centre d'excellence de la C.-B. en VIH/sida (BC-CfE) ont lancé une campagne mondiale de signature de la *Déclaration de Vienne*, un énoncé qui vise à améliorer la santé et la sécurité communautaires par l'intégration de preuves scientifiques dans les politiques sur les drogues illicites. Parmi les signataires et les porte-parole de la Déclaration, on compte Françoise Barré-Sinoussi, lauréate du prix Nobel 2008 et coresponsable de la découverte du VIH.

Hors de l'Afrique subsaharienne, environ un nouveau cas de VIH sur trois est attribuable à l'utilisation de drogues par injection. Dans certaines régions où le virus se propage rapidement, comme en Europe de l'Est et en Asie centrale, l'injection de drogues est la principale cause des nouvelles infections à VIH. En raison des obstacles juridiques aux services de prévention scientifiquement éprouvés, comme les programmes de seringues et les traitements de substitution à base d'opioïdes, des centaines de milliers de personnes sont infectées par le VIH et le virus de l'hépatite C (VHC) chaque année.

La Déclaration de Vienne exhorte les gouvernements et les organisations internationales à prendre un certain nombre de mesures :

- entreprendre un examen transparent de l'efficacité des politiques antidrogues actuelles;
- adopter et évaluer une approche de santé publique basée sur des données scientifiques en vue d'aborder les préjugés découlant de l'utilisation de drogues illicites;
- multiplier les options de traitements de la toxicomanie fondés sur des données probantes;
- abolir les centres de traitements de la toxicomanie obligatoires et inefficaces, qui violent la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- appuyer catégoriquement et accroître le financement des traitements de la toxicomanie et des mesures de réduction des préjudices avancés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les Nations Unies.

La Déclaration demande aussi que l'on mette à contribution de façon significative les utilisateurs de drogues dans le développement, la surveillance et la mise en œuvre des services et politiques qui touchent leurs vies.

L'Association canadienne de santé publique (ACSP) appuie la Déclaration de Vienne parce qu'elle réclame des politiques antidrogues fondées sur des preuves scientifiques. Sachant qu'il existe un lien entre la toxicomanie et la transmission de pathogènes par le sang, il est urgent que la classe politique adopte des stratégies conformes à une approche de santé publique inspirée des principes directeurs de l'OMS sur la réduction des préjugés.

Pour en savoir plus et pour consulter le texte intégral de la Déclaration de Vienne, on peut visiter le site www.ladeclarationdevienne.com.

Canadian Public Health Association Board of Directors • Conseil d'administration de l'Association canadienne de santé publique

Chair/Président
Chair-Elect/Présidente désignée

Cordell Neudorf, BSc, MD, MHSc, FRCPC

Erica di Ruggiero, BSc, MHSc, RD

Chief Executive Officer/
Chef de la direction (ex officio)

Debra Lynkowski, LIB

Directors/Directeurs

Hope Beanlands, PhD, MPA, MN, RN

Brian Bell, MSW

Joel Finlay, MPH

Alycia Fridkin, MHSc

John M. Maxted, MD, MBA, CCFP, FCFP

Lynn McIntyre, MD, MHSc, FRCPC

Shannon Turner, BA, BSc, MSc